ALORS QUE LE CITOYEN EST PRÉOCCUPÉ PAR LA CHERTÉ DE LA VIE

Installation de la permanence de la wilaya de Annaba de la HIISE

La permanence de la wilaya de Annaba de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) a été installée, dans l'après-midi de lundi, par Hacène Maâlem, coordinateur régional de l'Est de la HIISE, en présence notamment de représentants des partis activant dans la wilaya.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au niveau de la grande salle de la Direction des services agricoles (DSA). Des bureaux lui ont été attribués au sein de cette direction pour entamer ses activités. La coordination de cette permanence a été confiée au professeur Abdelkrim Kadi, ex-recteur de l'université Badji-Mokhtar de Annaba.

Elle est composée de huit membres dont des magistrats et autres représentants de la société civile. Son installation intervient à moins de trois mois des élections législatives du 4 mai 2017. La tâche de cette permanence consiste en l'encadrement et le suivi des élections avant, durant et après le scrutin.

Dans son intervention, le coordinateur de la région Est de la HIISE a indiqué que cette dernière bénéficie de l'autonomie financière, ajoutant qu'elle œuvrera dans la transparence, conformément aux textes constitutionnels. Par ailleurs, une certaine fébrilité est constatée au niveau des sièges locaux des partis.

A ce titre, une dizaine de ces derniers ainsi qu'une liste d'indépendants ont procédé au retrait des formulaires dans le but de prendre part aux prochaines législatives. Il reste que la rue à Annaba est très loin des préoccupations des candidats à la candidature pour une place au soleil, dont certains, pour ne pas dire la majorité, des élus de la précédente législature n'ont rien apporté aux électeurs de leurs circonscriptions. Ils essaient quand même de décrocher un nouveau mandat synonyme d'autres avantages matériels et moraux.

Photo : DR

La principale préoccupation de la rue à Annaba ces derniers temps est plutôt l'envolée des prix des produits alimentaires. Depuis le début de cette nouvelle année 2017, ces prix ne font que grimper, presque de jour en jour.

Certains produits à l'exemple de la tomate fraîche, de l'ail, de la clémentine, de la banane ainsi que de la sardine ont vu leurs prix passer du simple au double alors que les augmentations pour le reste des produits vont de 20 à 50%.

Situation qui ne laisse pas beaucoup de temps aux gens pour penser à autre chose.

A. Bouacha

SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS

La coordination de Boumerdès installée

Tayeb Hilali, membre de la Direction nationale de la Haute instance indépendante de surveillance des élections laquelle est le démembrement de cette Haute instance nationale. Lors d'une cérémonie qui a duré moins de 5 minutes et à laquelle il a pris part pour représenter l'administration en l'occurrence la Directrice de la réglementation et des affaires générales (DRAG) de Boumerdès Fatima Bentriki, Madani Hamadi est installé en qualité de coordinateur de la wilaya de Boumerdès. Hamadi, ancien directeur de l'industrie à Boumerdès est à la retraite. Il préside l'instance qui comprend outre les trois magistrats, Tchoulak Yamna, épouse Benziane qui milite dans des associations pas éloignées de l'administration régionale et Bouzouad Mohamed-Seghir, chef de département hydraulique également à la retraite. Comme il est noté, les éléments civils qui composent cette instance régionale sont issus de l'administration ou proche de celle-ci.

Abachi L.

MOSTAGANEM

Un nouveau compte Facebook au profit des associations

Un nouvelle page Facebook vient d'être ouverte à partir d'hier mardi au profit des nombreuses associations que compte la wilaya. Cette heureuse initiative s'inscrit dans le cadre des orientations entreprises par la wilaya pour être à l'écoute des préoccupations des associations.

La wilaya a franchi un grand pas dans le domaine de l'information et la communication avec le citoyen, à travers le site du réseau social et le site web. Dès son installation à Mostaganem, le wali a insisté sur l'ouverture d'un premier site afin de faciliter le contact entre le citoyen et l'administration. Cette fois, c'est au tour des associations de communiquer directement avec la wilaya. Le pourquoi de cette bonne initiative ? Les associations sont de formidables vecteurs d'innovation sociale et participent efficacement au développement d'une société plus solidaire, plus juste et plus humaine. Par leur capacité à créer et entretenir du lien social entre les personnes, les associations favorisent une citoyenneté active et concrète.

A. B.

INVESTISSEMENT EN ENTREPRISE À TIPASA

La loi de finances 2017 à la rescousse

La Chambre de commerce et d'industrie de Tipasa a organisé récemment une journée d'étude sur «la loi de finances 2017 et ses implications sur l'investissement et l'entreprise».

Cette journée d'étude animée par l'ancien ministre et consultant économique algérien, M. Benkhelfa Abderrahmane, assisté par M. B. Ben Ali, directeur central à la Direction générale des Impôts, a regroupé plusieurs dizaines d'opérateurs économiques conviés par l'omniprésent M. Serandi, président de la Chambre de l'industrie de Tipasa, assisté de M. Maroc, le SG de cette Chambre.

Etaient aussi présents les dirigeants d'organismes nationaux à l'instar de l'Ansej, Angem, Cnac, impôts, CNR, Badr, Cnas et des membres de l'exécutif et des représentants des médias. Dans son exposé, M. Benkhelfa expose les principaux axes qui sous-tendent la loi de finances 2017,en précisant son architecture, son contenu et ses implications et en révélant «il y a 2 lectures complémentaires du budget dont l'une est économique et la seconde qui est la traduction annuelle des politiques publiques et des stratégies sectorielles de l'Etat.

Ces stratégies concernent les secteurs tels le BTPH, agricole et l'économie, qui visent surtout à la conduite des affaires de l'Etat. Ces politiques publiques se traduisent par des instruments annuels, qui dirigent l'économie nationale, appelés communément instruments de régulation d'une économie nouvelle portant sur l'économie de la dépense publique vers une économie ouverte et régulée et faisant partie de l'internationalisation de l'économie», précise l'orateur. «Face à ces situations, la loi de finances considère tous ces cas de figure et donc, il ne faut pas voir dans la loi de finances une série de dispositions ; c'est dans cette optique supérieure qu'il convient d'examiner cette loi», dira M. Benkhelfa et poursuivant avec une approche pédagogique, en affirmant «j'entrevois 4 angles d'analyse de cette loi de finances ; celle des équilibres budgétaires et des volets macro-économiques, puis la liaison loi de finances, avec les politiques publiques et les stratégies sectorielles, et enfin l'angle qui entrevoit le contenu des dispositions fiscales, financières et législatives et enfin le 4e angle concerne l'implication sur l'entreprise et la dynamique des affaires».

Approfondissant son analyse, M. Benkhelfa affirmera «pour ma part, j'examine le panorama économique d'une façon générale, sachant que toutes les économies pétrolières se basent sur un ajustement budgétaire, qui suppose que dès lors qu'il y ait une baisse du prix du pétrole, le budget dégringole à l'instar des autres pays pétroliers ; cet ajustement se base sur le niveau des ressources qui suit le niveau des moyens et des réserves dont disposent des pays à l'image de l'Arabie Saoudite, qui a été contrainte de faire un endettement de 17 milliards d'euros, ce qui a déséquilibré son budget», révélera l'orateur, qui ajoute que «en ce qui concerne l'Algérie, nous sommes obligés de viser nos ressources internes, à l'image de Tipasa qui dispose d'un capital touristique. Il y a en marge de cela , Alger, une capitale administrative et à côté se trouve un foyer économique collé à la capitale. De ce qui précède , Tipasa constitue une vraie métropole de demain, sachant qu'on fait 30 minutes pour aller de Staouéli à Tipasa». M. Benkhelfa dira en substance «tous les pays sont axés sur l'équilibre budgétaire, notamment les budgets de fonctionnement et d'équipement, qui fonctionnent sans que soit affecté le niveau de développement».

Photo : DR

M. Benkhelfa évoquera , tour à tour, l'entreprise et la dynamique des affaires et la micro économie en affirmant «nous allons nous internationaliser car il y a des affaires saines», en précisant les principaux traits et le profil de la loi de finances 2017 qui requiert «la maîtrise des coûts de fonctionnement de l'administration publique, y compris l'investissement en matière de modernisation et de numérisation», dira l'orateur en ajoutant la nécessaire «maîtrise du budget d'équipement à hauteur des capacités de réalisation disponibles, soit 2 300 milliards de dinars ; ainsi que le maintien du niveau des transferts sociaux et des subventions dédiés aux citoyens et les investissements et entreprises productives et un pouvoir d'achat préservé».

M. Benkhelfa a lancé un véritable réquisitoire à l'encontre de la stratégie du gaspillage et du déséquilibre budgétaire, bien que l'Algérie dispose de tous les moyens pour être au top économique mondial, dira l'orateur.

Houari Larbi